



AVIS N°2026-043.../ARMP/PR-CR/CRD/CD/SP/DRR-AT/SATpi/SA DU 19 MAI 2026

PORTANT AUTORISATION DE :

- 1- PROROGATION DU DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE DE L'ATTRIBUTAIRE « QUANTUM TECHNOLOGY » ;
- 2- POURSUITE DE LA PROCEDURE DE PASSATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N°06/ANEPIJ/PRMP/SP-PRMP DU 17 OCTOBRE 2025 RELATIF A L'ACQUISITION DES TERMINAUX AU PROFIT DES UNITES DE LA POLICE JUDICIAIRE LANCEE PAR L'AGENCE NATIONALE D'EQUIPEMENT ET DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA JUSTICE (ANEPIJ).

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE REGULATION,

- Vu la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-595 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne responsable des marchés publics et de la Commission d'ouverture et d'évaluation ;
- vu le décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement des Cellules de contrôle des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction nationale de contrôle des marchés publics ;
- vu le décret n°2025-296 du 21 mai 2025 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2025-022 du 29 janvier 2025 portant nomination du Secrétaire Permanent de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Considérant que par lettre n°0226/MJL/ANEPIJ/PRMP/SP-MP du 11 mai 2026, enregistrée au Secrétariat administratif de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) à la même date sous le numéro 1102-26, la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'Agence Nationale d'Equipement et du Patrimoine de la Justice (ANEPIJ) a saisi l'ARMP d'une demande d'avis en vue de la prorogation du délai de validité de l'offre de l'attributaire « QUANTUM TECHNOLOGY » dans le cadre de la procédure d'appel d'offres ouvert n°06/ANEPIJ/PRMP/SP-PRMP du 17 octobre 2025 relatif à

l'acquisition des terminaux au profit des unités de la police judiciaire lancée par l'Agence Nationale d'Equipement et du Patrimoine Immobilier de la Justice (ANEPIJ) ;

Que dans sa demande, la PRMP de l'ANEPIJ expose ce qui suit :

« J'ai l'honneur de solliciter auprès de votre haute autorité l'autorisation de prorogation de validité d'offre et de poursuite de la procédure de passation relative à l'appel d'offres F_ANEP1J_111328 (PPMP 2025), lancé le 28 juillet 2025 par l'ANEPIJ pour l'acquisition des terminaux au profit des unités de la police judiciaire.

En effet, conformément au dossier d'appel d'offres, la durée initiale de validité des offres était fixée à quatre-vingt-dix (90) jours extensibles à 45 autres jours complémentaires après la date de dépôt des offres. Cette validité est arrivée à expiration le 12 avril 2026 alors que la procédure se trouve actuellement au stade du visa de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP).

Ce dépassement de délai est principalement imputable à la :

- ✓ satisfaction à plusieurs reprises de la demande de réévaluation des offres formulée par la DNCMP lors de la soumission des résultats par la COE et ;*
- ✓ notification tardive du PTA-MJL par le BAI pour la publication du PPMP 2026, en vue de permettre la planification du marché en poursuite de procédure dans l'année d'approbation 2026.*

Au regard de ce qui précède et suivant l'article 85 alinéa 5 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin, nous sollicitons :

- l'autorisation de poursuite de la procédure ainsi que ;*
- la prorogation de la validité des offres jusqu'à l'approbation du marché concerné.*

Notifions qu'une confirmation de prolongation du délai de validité de l'offre a été consenti par l'entreprise attributaire » ;

Qu'il résulte de ce qui précède que la demande de la PRMP de l'ANEPIJ porte sur l'autorisation de prorogation exceptionnelle du délai de validité de l'offre de l'attributaire « QUANTUM TECHNOLOGY » et de poursuite de la procédure de passation du marché susmentionnée ;

Considérant les dispositions de l'article 85 alinéas 1^{er} et 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin selon lesquelles : « Les marchés publics, selon la qualité de l'autorité contractante, sont transmis par l'organe de contrôle des marchés publics compétent, après son visa, pour approbation.

Cette approbation doit intervenir dans le délai de validité des offres » ;

Que l'alinéa 4 du même article dispose : « Le refus de visas d'approbation ne peut toutefois intervenir qu'en cas d'absence ou d'insuffisance de crédits (...) » ;

Qu'en outre, l'alinéa 5 de ce même article dispose : « L'autorité contractante peut à titre exceptionnel, quand les conditions l'exigent, demander aux soumissionnaires, la prorogation du délai de validité de leurs offres. Ce délai ne peut excéder quarante-cinq (45) jours calendaires sauf après avis de l'Autorité

de régulation des marchés publics à la suite de la confirmation de la validité de l'offre par l'attributaire provisoire » ;

Considérant par ailleurs les dispositions de l'article 24 alinéa 1^{er} de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin aux termes desquelles : « Les autorités contractantes sont tenues, dans un délai maximal de dix (10) jours calendaires à compter de l'approbation de leur budget par l'autorité compétente, d'élaborer et de soumettre à la cellule de contrôle des marchés publics pour validation, un plan prévisionnel et révisable de passation des marchés publics sur le fondement de leur programme d'activités » ;

Que l'alinéa 3 de ce même article 24 dispose : « Les marchés passés par l'autorité contractante dont les montants prévisionnels hors taxes sont supérieurs au seuil de dispense, doivent avoir été préalablement inscrits dans ces plans prévisionnel ou révisé, à peine de nullité » ;

Qu'il ressort des dispositions ci-dessus rappelées que :

- l'approbation des marchés doit intervenir dans le délai de validité des offres ;
- l'approbation doit être refusée en cas d'absence ou d'insuffisance de crédits ;
- en cas de dépassement des délais de prorogation du délai de validité des offres, l'Autorité de régulation des marchés publics peut accorder un délai de prorogation supplémentaire, sur demande de l'autorité contractante, suite à la confirmation de la validité de l'offre par l'attributaire ;
- tout marché doit, d'une part, être porté par le budget et le programme d'activités de l'année de sa conclusion, et d'autre part, être obligatoirement inscrit dans le plan de passation de ladite année ;

Qu'au regard desdites dispositions, l'ARMP a établi trois (03) conditions cumulatives obligatoires à satisfaire par l'autorité contractante avant d'autoriser la poursuite d'une procédure pour laquelle le délai de validité des offres a expiré, à savoir :

- 1) l'obtention de la prorogation de la validité de l'offre par l'attributaire désigné et ce, jusqu'à l'approbation du marché en cause ;
- 2) la preuve de la disponibilité des crédits afférents au marché dans le budget de l'année où le marché est approuvé ;
- 3) l'inscription du marché concerné dans le plan de passation des marchés publics de l'année où le marché est approuvé ;

Considérant qu'en l'espèce, ledit marché est à la phase de contractualisation ;

Que la PRMP de l'ANEPIJ en saisissant l'ARMP, a fourni à l'appui de sa requête, la copie de la lettre n°QT/DAF/DG/192/04/2026 du 13 avril 2026, par laquelle l'attributaire « QUANTUM TECHNOLOGY » a confirmé son prix et prorogé le délai de validité de son offre jusqu'à l'approbation du marché ; ce qui satisfait à la première des conditions ci-dessus établies ;

Que la disponibilité du crédit pour l'exécution du marché est prouvée à travers la lettre n°080/MJL/ANEPIJ/PRMP/DAF/SA du 04 février 2026 délivrée par monsieur Maxime S. GOUSSANOU, Directeur Général de l'ANEPIJ, en satisfaction de la deuxième condition posée ;

Que la procédure concernée est réinscrite dans le plan de passation des marchés publics de l'année 2026, au numéro 28 ayant pour référence F_ANEPIJ_124106 ; en satisfaction de la troisième condition de recevabilité de la requête ;

Qu'au regard de ce qui précède et en application des dispositions de l'article 85 alinéas 1^{er}, 2 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin, l'ARMP peut autoriser la poursuite de la procédure du marché concerné.

EN CONSEQUENCE, EMET L'AVIS CI-APRES :

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) autorise à la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'Agence Nationale d'Equipement et du Patrimoine de la Justice (ANEPIJ) à :

- 1- proroger le délai de validité de l'offre de l'attribitaire « QUANTUM TECHNOLOGY » ;
- 2- poursuivre la procédure de passation de l'Appel d'Offres Ouvert n°06/ANEPIJ/PRMP/SP-PRMP du 17 octobre 2025 relatif à l'acquisition des terminaux au profit des unités de la police judiciaire lancé par l'Agence Nationale d'Equipement et du Patrimoine Immobilier de la Justice (ANEPIJ).


Seraphin AGBAHOUNGBATA